

Identités en transition : de la Tchéco-Slovaquie à la Slovaquie

Martin Bútora et Zora Bútorová

Numéro 28, automne 1995

Autodétermination dans les sociétés plurinationales

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040007ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040007ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bútora, M. & Bútorová, Z. (1995). Identités en transition : de la Tchéco-Slovaquie à la Slovaquie. *Politique et Sociétés*, (28), 109–133.
<https://doi.org/10.7202/040007ar>

Résumé de l'article

Cette étude analyse la période qui aura précédé la dissolution de la Tchécoslovaquie et offre plusieurs explications complémentaires du divorce de velours tchécoslovaque. On y discute des défis auxquels fait face une Slovaquie indépendante, tout en faisant le point sur le développement économique, les orientations dans le domaine des affaires étrangères et la cristallisation du paysage politique qui est le sien. L'étude analyse enfin les élections parlementaires de 1994, ainsi que leur impact sur l'état de la démocratie et la notion d'état de droit dans ce pays.

IDENTITÉS EN TRANSITION: DE LA TCHÉCO-SLOVAQUIE À LA SLOVAQUIE*

Martin Bútorá

Université Charles de Prague

Zora Bútorová

Centre d'analyse sociale des marchés, Bratislava

La couverture du supplément de fin de semaine du *Sunday Times* paru en juillet 1993 montrait une carte de la République tchèque portant en gros titre: «Le président Václav Havel cherche un nom pour son pays». L'article, écrit par Valider Januszczak et intitulé «Identity Check¹», décrivait les incertitudes entourant le nom de la plus grande portion de ce qui était auparavant la Tchéco-Slovaquie. Pour différentes raisons, aucun des noms proposés (la Bohême, les Pays-Tchèques ou la Tchéquie (*Česko*)) ne semblait convaincant. L'auteur encourageait même les lecteurs à suggérer leurs propres solutions au château de Prague et promettait une bouteille de champagne à celui qui serait le mieux inspiré. L'article était empreint d'une certaine empathie, mais il ne dissimulait pas la gêne que suscitait la pensée d'un pays plus petit, le nouvel État tchèque, qui, comme l'avait mentionné ironiquement Václav Havel lui-même, leur «avait été donné par les Slovaques».

Il est certain que l'autre partie de l'État fédéral, bénéficiaire sur le tard du traité de Versailles, n'a pas le même problème : la Slovaquie a peut-être moins de ressources, mais au moins elle a un nom. Une autre préoccupation est celle de l'identité du «plus jeune État d'Europe». Comment est-il né? Quelles sont ses ambitions au sein de la nouvelle Europe : cet État deviendra-t-il l'est de l'Ouest ou encore l'ouest de l'Est?

* Traduit de l'anglais par Claire Watelet.

1. Notez le jeu de mots, en anglais, entre check et Czech (Tchèque) [n.d.t.].

Martin Bútorá, Faculté des sciences sociales, Université Charles de Prague, 6 Lubinka Ulice, Bratislava, 81.103, Republic of Slovakia

Zora Bútorová, Centre d'analyse sociale des marchés, 6 Lubinka Ulice, Bratislava, 81.103, Republic of Slovakia

Un grand nombre d'Occidentaux ne comprennent pas bien les raisons qui motivent le divorce de la Tchéco-Slovaquie. Comment en est-on arrivé là s'il n'y avait pas de conflit entre les deux nations? Pourquoi celles-ci se séparent-elles maintenant, alors qu'elles sont plus proches l'une de l'autre qu'elles ne l'ont jamais été en 75 ans de coexistence? Et pourquoi le démantèlement a-t-il été déclenché par la Slovaquie, le partenaire le plus faible dans cette association?

Le contexte antérieur au «divorce de velours»

Les anciens et les nouveaux fondateurs

L'émergence du nouvel État, le 1^{er} janvier 1993, incite à revenir sur quatre événements historiques des 150 dernières années marquant la volonté des Slovaques de se faire reconnaître². Le premier d'entre eux est le mouvement national de la première moitié du XIX^e siècle, qui atteint son apogée en 1848-1849. L'intelligentsia slovaque, réunie autour du jeune professeur de littérature Ljudovit Štúr, a déclenché ce que l'historien tchèque Miroslav Hroch appelle «l'agitation nationale³». Elle a codifié la langue littéraire slovaque, posé les bases de la littérature nationale et, au nom du peuple slovaque, esquissé le premier programme politique de ce «groupe ethnique minoritaire» pour qui les revendications rejoignaient la vision d'une Slovaquie démocratique, antiféodale et faisant partie de la Hongrie. Le deuxième événement historique constitue un réel changement de cap après 1000 ans de coexistence avec les Magyars ainsi que d'autres peuples dans un seul royaume. En effet, après plusieurs dizaines d'années d'une «magyarisation» impitoyable, les Slovaques perdirent confiance en l'État hongrois et décidèrent de s'unir aux Tchèques. Ainsi, en octobre 1918, la «déclaration de Martin», document politique exprimant la volonté des Slovaques d'obtenir leur indépendance des Hongrois et de vivre avec les Tchèques, fut adoptée par un groupe de personnalités slovaques

2. Pour une excellente analyse du nationalisme slovaque, voir Carol Skalik Leff, *National Conflict in Czechoslovakia. The Making and Remaking of the State, 1918-1987*, Princeton, Princeton University Press, 1988.

3. Miroslav Hroch, *Národní hnutí v Evropě 19. století* [Mouvement national dans l'Europe du XIXe siècle]. Prague, 1986. Voir aussi, du même auteur, «From National Movements to the Fully-formed Nation. The Nation-building Process in Europe», *New Left Review*, no 198, mars-avril 1993, p. 3-20.

Résumé. Cette étude analyse la période qui aura précédé la dissolution de la Tchécoslovaquie et offre plusieurs explications complémentaires du divorce de velours tchéco-slovaque. On y discute des défis auxquels fait face une Slovaquie indépendante, tout en faisant le point sur le développement économique, les orientations dans le domaine des affaires étrangères et la cristallisation du paysage politique qui est le sien. L'étude analyse enfin les élections parlementaires de 1994, ainsi que leur impact sur l'état de la démocratie et la notion d'état de droit dans ce pays.

Abstract. This essay analyzes the period that preceded the dissolution of Czechoslovakia and offers several complementary explanations of the velvet divorce between the Czech and Slovak republics. Challenges facing an independent Slovakia are analyzed, and a discussion of its economic development, its positions within the realm of foreign affairs, and the crystallisation of the political landscape is also included. Finally, an examination of the 1994 parliamentary elections, with particular attention to their impact on the state of democracy and the state under the rule of law within this country, concludes the paper.

particulièrement originales et représentatives de l'ensemble des orientations politiques et religieuses de leur peuple⁴. Le troisième fait marquant prit place en octobre 1938. Après les Accords de Munich, les «autonomistes» du Parti populaire slovaque de Hlinka (connus sous le nom de *Ludáci* - les Ludites) obtinrent l'autonomie de la Slovaquie qui s'est vite transformée, sous la pression de Hitler, en un État slovaque indépendant⁵. Et le quatrième événement fut la réponse

4. Voir Dušan Kováč (dir.), *Muži deklarácie* [Les hommes de la déclaration de Martin], Martin, Osveta, 1992.

5. Tout comme en 1990-1992, ce n'est pas la majorité des Slovaques qui souhaitait un État indépendant. Pendant très longtemps, en fait, l'indépendance n'a même pas été un objectif politique du Parti populaire slovaque de Hlinka (HSLs), le groupe le plus fort dans l'arène politique en Slovaquie; il prônait l'autonomie. Bien qu'il ait reçu l'appui d'environ un tiers des électeurs aux élections de 1925, de 1929 et de 1935, le HSLs n'a jamais suscité un raz de marée électoral. Aux élections communales de mai 1938, tenues dans une atmosphère de confrontation avec l'Allemagne nazie, le HSLs a obtenu 27 % des voix, et la coalition «Union slovaque pour la République tchécoslovaque et pour la démocratie» (comprenant tous les partis civiques importants) en a recueilli

de la population au caractère autoritaire et fascisant du régime par l'insurrection nationale slovaque d'août 1944. Cette dernière proposa alors un partenariat équilibré avec les Tchèques dans une nouvelle Tchéco-Slovaquie.

Štúr, Hurban, Hodža ainsi que les autres «hommes du réveil slovaque» ont longtemps été considérés comme des hommes de lettres, des prêtres enthousiastes; ils sont en quelque sorte devenus des héros. Un grand nombre d'hommes de la «déclaration de Martin» influencèrent la vie publique en Slovaquie, déjà plusieurs années avant 1918, mais aussi pendant des décennies après. Les autonomistes catholiques, tels que le président fondateur du Parti populaire slovaque de Hlinka, le père Andrej Hlinka (mort avant la déclaration de l'autonomie) et Jozef Tiso qui fut très controversé (devenu président des Ludites qui dirigeaient la Slovaquie pendant la guerre), étaient de fidèles partisans du régime autoritaire des Ludites.

La plupart de ces hommes constamment œuvraient publiquement pour leurs objectifs connus. Ils étaient visibles sur l'échiquier politique et pouvaient être facilement identifiés. Même si leurs opinions pouvaient changer en fonction de l'évolution de la situation, ils faisaient partie de la scène publique. Un grand nombre d'entre eux écrivirent de nombreux textes sur le «problème slovaque».

Les intellectuels qui ont suscité l'indépendance de la Slovaquie, réalisée en janvier 1993, ne sont pas des Ludites. Les historiens pourront prouver que les hauts représentants du Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS) n'ont eu aucun rôle politique, ou intellectuel, sur la question slovaque avant novembre 1989. Ils n'ont été ni des promoteurs de l'émancipation de la Slovaquie ni des opposants au régime. Cependant, ils n'ont pas non plus fait partie des figures de proue du mouvement le Public contre la violence (PCV) [en faveur de l'État commun - n.d.t.], du moins dans les premières semaines de la révolution de velours. Et même plus tard, les leaders du HZDS n'ont pas poussé à l'indépendance de la Slovaquie⁶. Aux premières élections libres, en

44 %. Voir Eva Broklová «Czechs and Slovaks 1918-1938», *Czech Sociological Review*, no 1, printemps 1993, p. 23-42. Ces résultats montrent que la population de la Slovaquie désirait un partenariat plus équilibré, mais pas un éclatement de la Tchécoslovaquie.

6. La question du nationalisme a été soulevée par des membres du Parti national slovaque (SNS), du Mouvement démocrate-chrétien (KDH) et de l'émigration slovaque.

1990, ceux-ci étaient en faveur du PCV, le protagoniste de la révolution de velours, qui affichait un programme libéral-démocrate («l'espoir de la Slovaquie») reposant sur une «fédération véritable». Leurs ambitions nationales ne sont apparues qu'en 1991, lorsqu'une scission du PCV a donné naissance au HZDS. Et bien que le HZDS accordât beaucoup d'importance au statut de la Slovaquie avant les élections de 1992, l'indépendance n'était pas la pierre angulaire de sa campagne⁷. Il prônait alors une confédération mal définie qui permettrait à la Slovaquie d'obtenir une souveraineté internationale tout en gardant un État commun, mais pourvu de structures plus souples.

Il était clair, pourtant, que cet «hybride constitutionnel», qui voulait jouer simultanément sur deux tableaux, n'allait pas être accepté par les Tchèques. En effet, les pourparlers entre le vainqueur de l'élection en république tchèque, le Parti civique démocratique (ODS) représenté par le puissant chef Václav Klaus et le dirigeant tout aussi puissant du HZDS, Vladimír Mečiar, ont prouvé que les positions des deux hommes étaient irréconciliables. Peu de temps après les élections, la seule solution qu'ils purent trouver fut la séparation.

Les tendances mondiales sous-jacentes au «divorce de velours»

La formation de deux nouveaux États, en 1993, peut être vue comme le point culminant de la désintégration de l'Autriche-Hongrie en États-nation; cet événement ne pouvait avoir lieu qu'après l'effondrement du bloc de l'Est. Selon cette interprétation, il s'agit donc d'une étape normale de l'émancipation des groupes ethniques minoritaires. Malgré la nature problématique des États-nation⁸ et le fait que les anciens États plurinationaux font souvent place à de «nouvelles petites Autriche-Hongrie» confrontées aux mêmes difficultés vis-à-vis de leurs minorités, l'État-nation survit en tant que principe organisationnel, que cadre essentiel du processus politique, que pilier de l'ordre international. L'éclatement de la République

7. Pour plus de détails, voir, entre autres, Zora Bútorová et Martin Bútorá, «Political Parties, Value Orientations and Slovakia's Road to Independence», dans Gordon Wightman (dir.), *Party Formation in East-Central Europe*, Aldershot, Edward Elgar, 1995.

8. Voir, par exemple, Ferenc Miszlivetz, «The Unfinished Revolutions of 1989: The Decline of the Nation State», *Social Research*, no 58, 1991, p. 781-804; et Michael Mann, «Nation-States in Europe and Other Continents: Diversifying, Developing, Not Dying», *Daedalus*, vol. 122, no 3, été 1993, p. 115-140.

fédérative tchèque et slovaque (ČSFR) – son nom officiel après le Printemps 1990 – peut être considéré, dans le contexte de l'importance croissante du fait ethnique depuis 150 ans, comme une manifestation d'une des «méga-tendances mondiales»: la mobilisation des groupes ethniques qui n'hésitent pas à prendre des risques⁹.

L'élite politique tchèque d'après 1989, dans sa majorité, sous-estima cette tendance mondiale. Dès lors, il fut impossible d'arriver à un accord constitutionnel en 1991, alors qu'il en était encore temps. Sans doute le traité aurait été fragile (une fédération liée par contrat), confirmant *de facto* l'existence de deux nations politiques dans un État tchéco-slovaque commun. Néanmoins, une telle décision aurait pu aboutir à un compromis durable et reporter les discussions jusqu'à ce que la ČSFR se rapproche de l'Union européenne. Après les élections de juin 1992, un accord s'avéra impossible.

Les différences sociétales entre les deux nations

Depuis sa fondation en 1918, la Tchéco-Slovaquie a symbolisé la tentative de surmonter les incompatibilités typiques de l'Europe centrale. Elle consistait en un regroupement de deux peuples qui possédaient des traditions nationales et culturelles différentes et des expériences politiques et historiques distinctes. D'un côté, les Slovaques, qui ne disposaient ni d'une économie ni d'une éducation très développées, ni d'une classe moyenne et étaient composés principalement de paysans très religieux. De l'autre, les Tchèques, plus développés, laïques et urbanisés. La volonté de vaincre les différences eut un certain succès, et à la fin des années 1980 les deux communautés partageaient des macrostructures fort semblables.

Dans l'atmosphère tendue des négociations concernant le divorce, il est compréhensible qu'on ait insisté sur les incompatibilités. Les deux partenaires ont usé de simplifications excessives et de distorsions. Du côté slovaque, on véhiculait la vision d'une communauté profondément religieuse, peu affectée par les décennies de régime communiste et qui devait être protégée du libéralisme insidieux qui s'infiltrait en Slovaquie depuis l'Occident par

9. Voir la description de 227 mouvements de protestation de communautés ethniques dans Robert Gurr, «Why Minorities Rebel: A Global Analysis of Communal Mobilization and Conflict since 1945», *Revue internationale de science politique*, no 14, 1993, p. 161-201.

l'ouest, y compris depuis la République tchèque. Cet antilibéralisme venait, entre autres, du siècle dernier : Štúr et ses partisans, déçus, s'étaient tournés vers la Russie tsariste et avaient rejeté le «libéralisme occidental» matérialiste et corrompu. Au XX^e siècle, ce courant s'est perpétué par l'intermédiaire des Ludites qui considéraient le libéralisme comme une menace pour le caractère religieux de la vie et de la culture slovaques¹⁰.

Les distorsions ont renforcé le sentiment populaire des Slovaques et la conscience de l'injustice qui leur était faite depuis plusieurs siècles. Les réformes économiques radicales qui ont eu des répercussions plus importantes chez les Slovaques et la baisse du niveau de vie ont été interprétées comme des exemples corroborant l'oppression, mais, cette fois, venant de Prague. Ce nouveau discours, utilisant un mélange d'arguments nationaux et sociaux, a confirmé les anciennes antonymies entre «eux» et «nous», entre «ceux d'en haut» et «ceux d'en bas», entre les éternels perdants et les perpétuels gagnants.

Sur la scène politique tchèque, un autre stéréotype simpliste était de croire que la société tchèque avait adopté presque exclusivement des vertus «civiques», par opposition aux Slovaques peu avancés qui étaient perçus comme entièrement accrochés à des valeurs «nationales». Cette antinomie s'est répandue, particulièrement après les élections de 1992, lorsque le sentiment d'une rupture inévitable s'est généralisé dans la société.

Cependant, en dehors de ces stéréotypes et de ces généralisations simplistes, il existe aussi des explications plus raisonnables. Elles s'appuient sur la tournure prise par le processus démocratique¹¹, ainsi que sur les incohérences de l'«héritage socialiste». Sous le régime communiste, la Slovaquie s'était rapidement industrialisée et urbanisée, parallèlement à une amélioration de son infrastructure, de son système d'éducation et de son niveau de vie. Cette modernisation socialiste tardive ne se fit pas sans heurts, de la collectivisation forcée de l'agriculture et la suppression de la religion à une rupture du rythme de vie traditionnel

10. En Slovaquie, cette question a été traitée, entre autres, par Svetoslav Bombík, «Liberalizmus v slovenskej tradícii» [Le libéralisme dans la tradition slovaque], *Kultúrny Život*, no 27, 8-14 avril 1993; et Soňa Szomolányi, «Paradox konzervativizmu na Slovensku» [Le paradoxe du conservatisme en Slovaquie], *Domino Efekt*, no 2, 16-22 avril 1993.

11. Voir Jiří Musil, «Czech and Slovak Society: Outline of a Comparative Study», *Czech Sociological Review*, no 1, printemps 1993, p. 5-22.

et une anomie générale. Elle laissa derrière elle une grande portion de la production de l'industrie lourde et militaire¹², ainsi que de grandes industries de monocultures. Elle supprima les ambitions des entrepreneurs et la créativité en faveur d'un paternalisme d'État, d'un immobilisme et d'un infantilisme sociaux. C'est ce genre de modernisation sous pression qui, en l'absence d'une société civile, a favorisé des croyances profondément étatistes et antilibérales et imposé ses modes de comportement à la population. Toutefois, les Slovaques ne considèrent pas aujourd'hui cette période comme entièrement négative. En réalité, du fait qu'ils vivaient dans un pays isolé, les gens ne se sont pas rendu compte de la profondeur de la crise.

Si les Slovaques furent moins réticents envers le socialisme, c'est aussi parce que la normalisation qui a suivi l'invasion soviétique du mois d'août 1968 fut moins poussée que dans la République tchèque. La société slovaque était moins polarisée que sa contrepartie tchèque, l'opposition y fut plus faible, moins visible, morcelée, et isolée par rapport aux Tchèques et aux autres peuples.

Ce n'est qu'avec le début de la révolution de novembre 1989 que l'on a pris conscience de la gravité de la crise, quand différents courants d'opposition ont émergé au sein du PCV. De plus, la plupart des hommes qui composaient l'élite slovaque d'après novembre 1989 manquaient d'expérience dans les activités politiques d'ensemble et n'avaient pas d'idées précises sur la société à bâtir après la chute du communisme. En fait, on peut dire que si la manifestation du *Wenceslas Square*, à Prague, n'avait pas eu un effet d'entraînement, la Slovaquie n'aurait pas amorcé sa profonde transformation. Sa population ne s'était pas préparée à une rupture si radicale, elle se dirigeait plutôt vers une forme de perestroïka.

Le sentiment que l'on devait agir «maintenant ou jamais», caractéristique des tournants historiques, s'est renforcé des deux côtés devant les complications croissantes des discussions constitutionnelles. Tous les hommes politiques finirent par partager ce sentiment, en dépit de leurs divergences d'opinion quant à l'arrangement constitutionnel à envisager.

Les Slovaques étaient de plus en plus convaincus qu'il fallait inclure une nouvelle organisation constitutionnelle dans le «grand

12. Voir Lubomír Lipták, «Po druhej svetovej vojne» [Après la seconde guerre mondiale], dans R. Marsina, V. Čičaj, D. Kováč et L. Lipták, *Slovenské dejiny* [Histoire de la Slovaquie], Bratislava, Vydavateľstvo Matice Slovenskej, 1992, p. 261-280.

changement systémique», car ils craignaient de passer à côté d'une occasion historique. Les Tchèques voyaient cette «chance historique» d'une autre façon. Après des décennies de ce qu'ils considéraient comme un «déclin de la civilisation», les slogans «Qui, sinon nous?», «Quand, sinon maintenant?» signifiaient pour eux une réelle rupture après le communisme et son inséparable économie planifiée incapable d'assurer la prospérité. Pour beaucoup de Tchèques, le Slovaque Mečiar et son mouvement, le HZDS, symbolisaient plutôt la continuité d'une mentalité socialiste. En fait, pendant longtemps, les Tchèques ont cru la «majorité silencieuse» favorable à la fédération en Slovaquie, d'autant plus que les sondages montraient que cette majorité soutenait l'État commun. Cependant, beaucoup de Tchèques interprétèrent le vote massif en faveur de Mečiar, politicien de type autoritaire défendant un programme pour le moins nébuleux, comme la condamnation à mort de l'État commun.

Les partis politiques en Slovaquie et la question nationale

Entre les élections de 1990 et celles de 1992, les initiatives visant à réformer le cadre constitutionnel de la Fédération tchéco-slovaque sont venues plus souvent de la Slovaquie que des pays tchèques. Les représentants slovaques n'avaient pourtant rien mis sur pied de semblable à un «front uni pour l'indépendance».

Avant les élections de 1992, on pouvait distinguer deux groupes parmi les Slovaques. Le premier était composé des partisans du fédéralisme. Ceux-ci cherchaient à intégrer les principes civiques et nationaux qu'ils considéraient comme complémentaires. Dans ce groupe, on retrouvait l'Union démocratique civique (parti créé à la fin de 1991 par ceux qui restaient fidèles au PCV après le départ de Mečiar et de ses acolytes pour former le HZDS), le Parti démocratique et le Parti civique hongrois. Le second groupe percevait la conscience nationale grandissante comme un processus sain indiquant la fin de l'internationalisme propagé par les communistes à une certaine époque. Il soulignait que la recherche d'une identité nationale n'était pas nécessairement incompatible avec l'intégration européenne et il avançait qu'une Europe unifiée se devait de respecter les particularités nationales. Pour certains de ses membres, c'étaient des États qui intégraient l'Europe, non les régions. Dès lors, la Slovaquie devait avoir son propre statut juridique international.

Cette dernière approche comprenait deux tendances. Dans la plus radicale, on estimait que l'indépendance de la Slovaquie devait être immédiate. C'était l'opinion défendue par le Parti national slovaque (SNS). Les modérés, eux, concevaient une indépendance à long terme qui se ferait graduellement et légalement en respectant le

caractère constitutionnel de chaque étape menant à l'émancipation nationale. C'est ce que croyait le Mouvement démocrate-chrétien (KDH) dont le chef, Ján Čarnogurský, a été le premier à parler d'une «étoile slovaque sur le drapeau européen». Les démocrates-chrétiens ont proposé que la fédération tchécoslovaque reste telle qu'elle était, en tout cas provisoirement, mais que les deux républiques signent un contrat d'État.

La position la moins claire était celle du HZDS, le mouvement qui remporta les élections. Le HZDS avait proposé cinq solutions au cours de sa campagne et celle qu'il avait privilégiée était d'opter pour une confédération qu'il n'avait que très vaguement définie. D'autre part, le Parti de la gauche démocratique (SDL), successeur du Parti communiste de Slovaquie, affichait également des tendances séparatistes. Son programme reposait sur une fédération souple, adoptant des éléments d'une confédération et, surtout, rejetant toute réforme économique radicale.

Aux élections de 1992, tous les partis qui prônaient le fédéralisme et qui étaient favorables à la poursuite d'une réforme économique radicale ont été vaincus. C'est l'hybride constitutionnel proposé par le HZDS qui a attiré le plus grand nombre d'électeurs, malgré toutes les critiques des médias tchèques et du gouvernement fédéral qui l'avaient jugé inacceptable pour la République tchèque.

Tableau 1 : Élections au Conseil national slovaque, les 5 et 6 juin 1992

	Voix (%)	Sièges
Mouvement pour une Slovaquie démocratique	37,3	74
Parti de la gauche démocratique	14,7	29
Mouvement démocrate-chrétien	8,9	18
Parti National slovaque	7,9	15
Mouvement démocrate-chrétien hongrois et Coexistence	7,4	14
Union démocratique civique	4,3	0
Parti démocratique et Parti civique démocratique	3,3	0

Les groupes d'intérêt et le débat national

Pour comprendre l'éclatement de la Tchécoslovaquie, il est essentiel de tenir compte des intérêts tant des individus que des groupes :

1. Le groupe de pression des industriels de Slovaquie : l'industrie slovaque avait eu pour bases une industrie lourde (mines, fonte, etc.) exigeant un travail intensif et beaucoup d'énergie et ayant des répercussions souvent dévastatrices sur l'environnement, ainsi qu'une industrie militaire fort envahissante. Comme le groupe de pression des industriels était isolé des tendances mondiales, il n'était pas surprenant qu'il se soit senti menacé par la politique monétariste inspirée des théories de Friedmann, politique qui émanait de Prague. La proportion de ceux qu'on appelle «les socialistes purs» (L. Balczerowicz) était plus élevée en Slovaquie qu'en République tchèque. La première était donc moins prête à subir la réforme radicale engagée dans la fédération. C'est pourquoi les hauts gestionnaires industriels considéraient le HZDS, et en particulier Mečiar, comme le mouvement et l'homme qui défendaient leurs intérêts.

2. Les «communistes slovaques réformés» (les hommes de 1968) : la majorité d'entre eux, comme Alexandre Dubček, le héros du Printemps de Prague, et le chef des sociaux-démocrates slovaques aux élections de 1992 ne se battaient pas pour l'indépendance de la Slovaquie. Mais beaucoup soutenaient le HZDS de Mečiar, ou tout au moins n'ont pas proposé autre chose. Ils ont senti le changement de climat politique à Prague et ont compris que la gauche tchèque ne passerait pas aux élections de 1992. Tout en représentant «une génération de la dernière chance», ils ont fait tout leur possible pour ne pas perdre leur position en Slovaquie, et ont ainsi participé à l'affaiblissement des forces profédérales.

3. L'alliance anti-libérale : elle a réuni des partisans procommunistes et proludites (on entend ici par «ludites» les participants d'origine et ceux qui ont hérité de leurs idées). Cette orientation anti-libérale a rendu possible le regroupement de personnes favorables aux politiques autoritaires et a permis la «conversion» des internationalistes communistes en nationalistes autoritaires. Ces deux groupes s'étaient sentis menacés par le «libéralisme de Prague».

4. Les partis tchèques de droite : les discours de droite ont mis l'accent sur plusieurs questions. La première concerne principalement l'économie. La Slovaquie était considérée comme un fardeau pour les Tchèques, entravant leur progression vers l'économie de marché et la prospérité, et comme un obstacle à la réforme économique radicale,

premier commandement du Parti civique démocratique de Václav Klaus¹³. La seconde question recouvre la première: la Slovaquie constituait une «menace de gauche». Ceux qui partageaient cette crainte avaient le sentiment que la société tchèque se trouvait devant un choix entre «le renouveau socialiste dans un État commun» ou «le rayonnement de la démocratie dans une république tchèque indépendante». Une troisième question était soulevée par le «nationalisme civique» des hommes politiques de l'Alliance civique démocratique. Ceux-ci refusaient toute discussion sur le partage des pouvoirs et insistaient sur l'importance d'un État unitaire.

L'opinion publique concernant les relations entre Tchèques et Slovaques

En Slovaquie, avant les élections de 1992, le climat était caractérisé par une frustration sur le plan de l'économie, une nostalgie du régime autoritaire et une déception engendrée par la démocratie parlementaire. Les Slovaques estimaient que la transformation économique ne leur était pas favorable¹⁴.

Cependant, en même temps, la majorité de la population des deux républiques restait convaincue du bien-fondé de la coexistence des Tchèques et des Slovaques dans un État commun. Pour ce qui est de la Slovaquie, les partisans d'un pays indépendant ou même d'une confédération représentaient moins d'un tiers de la population. Du côté tchèque, la proportion était encore plus faible.

Ce ne fut pourtant pas l'opinion publique en tant que telle qui joua un rôle clé dans ce processus, mais plutôt l'absence de groupes politiques suffisamment forts, à la fois chez les Slovaques et chez les Tchèques, qui auraient partagé les idées et les concepts fondamentaux sur la forme de l'État commun et coopéré efficacement pour préserver cette vision commune¹⁵.

13. L'ancien président tchèque, Petr Pithart, qui recommanda la négociation, croit que «l'égoïsme sous-jacent des Tchèques» est le principal facteur qui a conduit au divorce. Voir *Dějiny a Současnost*, vol. 15, no 4, 1993, p. 5.

14. Voir Zora Bútorová, «A Deliberate "Yes" to the Dissolution of ČSFR? The Image of the Parties and the Split of Czecho-Slovakia in the Eyes of the Slovak Population». *Czech Sociological Review*, no 1, printemps 1993, p. 58-73.

15. Dans ce contexte, l'absence de partis politiques fédéraux dans certains secteurs du territoire tchécoslovaque a aussi joué un rôle important. Voir, par exemple, David Olson, «Dissolution of the State:

Il y avait en général beaucoup d'idées fausses à propos de la structure constitutionnelle. Seule une minorité de gens concevait clairement les différentes formes que pouvait prendre l'État commun selon les propositions des divers partis. Les médias n'ont pas su présenter un discours objectif à la population. En Slovaquie, la réforme économique avait amené un grand nombre de personnes à penser que les Slovaques sortiraient perdants d'un tel processus. C'est d'ailleurs ce que soutenait la majorité des médias slovaques. Les Tchèques réagirent de la même façon. D'un côté, le courant dominant désirait tout de même que les Tchèques et les Slovaques ne se séparent pas; de l'autre, les Tchèques étaient de plus en plus convaincus de payer pour une Slovaquie ingrate. Au cours des dernières semaines qui ont précédé les élections, les principaux hommes du HZDS cessèrent de participer aux débats politiques régulièrement transmis par la chaîne de télévision fédérale. Le pays était divisé, symboliquement, entre deux discours politiques.

Peu après les discussions qu'avaient tenues Klaus et Mečiar dans la période qui suivit les élections, les habitants de la Slovaquie, ainsi que de la République tchèque, apprirent que les deux États étaient sur le point d'obtenir leur indépendance. Pourtant, une majorité d'entre eux préférait garder un État commun, et les deux chefs eux-mêmes ne souhaitaient pas la rupture¹⁶. Cependant, comme il est souvent arrivé dans l'histoire, la population a répondu passivement à la réalisation de ce qui n'avait été jusqu'alors qu'une éventualité fort peu probable. En fait, la majorité des Slovaques considérait que le référendum était le seul moyen légitime de décider de l'avenir du pays, mais elle n'a jamais été entendue. Il n'en allait pas autrement du côté tchèque. Ce fut donc une impuissance civique, caractéristique de la culture politique antérieure, qui mena à l'indépendance des deux États. Et la décision du Parlement fédéral fut acceptée sans résistance.

Les défis d'une Slovaquie indépendante

La République slovaque, en tant que nouvel État, fait face simultanément à plusieurs défis de taille. Elle doit, entre autres, instaurer une économie de marché capitaliste, construire un régime et un système juridique démocratiques, définir une nouvelle identité

Political Parties and the 1992 Election in Czechoslovakia», *Communist and Post-Communist Studies*, septembre 1993.

16. À propos de la séparation comme «second choix pour tous», voir Jon Elster, «Explaining the breakup of the Czechoslovak Federation», *East European Constitutional Review*, vol. 4, no 1, hiver 1995, p. 36-41.

culturelle et sociétale, mettre en place les institutions et une bureaucratie d'État efficace, et adéquate, établir de nouveaux arrangements pour garantir sa sécurité extérieure, intégrer les minorités nationales et ethniques au nouveau pacte social et renforcer les infrastructures d'association de la société civile. František Novosád s'est penché sur le nouveau statut de l'État slovaque, et, selon lui, «la particularité de l'État slovaque vient principalement du fait qu'il doit régler tous ces problèmes de front, alors que d'autres communautés nationales ont pu les résoudre successivement. (...) Les difficultés que les autres nations ont pu aborder une à la fois et qui ont obtenu des solutions après plusieurs générations surgissent ici d'un seul coup¹⁷».

Les rebondissements économiques

Bien que les coûts d'ajustement de la séparation soient plus élevés pour la Slovaquie, les réalisations macro-économiques du nouvel État sont meilleures que certains l'avaient prévu. On avait annoncé, en effet, que les Slovaques allaient perdre l'usage de trois documents importants : le livret d'épargne, le livret de coupons d'investissement et le passeport.

En 1994, la seconde année de son indépendance, le pays a affiché une croissance du Produit intérieur brut (PIB) de 4,8 p. 100, une augmentation des réserves en devises étrangères à la Banque nationale, un rôle toujours plus grand du secteur privé dans l'économie (environ la moitié du PIB), une monnaie relativement stable et un faible taux d'inflation. L'État a poursuivi la réorientation du commerce extérieur : environ 35 p. 100 des exportations slovaques, qui étaient auparavant orientées vers le Comecon, ont été dirigées vers l'Union européenne, les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE) ainsi que d'autres États ayant une économie de marché développée; près de 35 p. 100, vers la République tchèque; et 14 p. 100 vers la zone de l'ex-Union soviétique. À la fin de 1994, plusieurs experts internationaux ont décrété que la Slovaquie faisait partie des pays les plus avancés d'Europe centrale qui avaient fait la moitié du chemin vers l'économie de marché¹⁸.

17. František Novosád, «Otázky k štátnosti» [Sur le statut d'État], dans *Vysvetľovanie rukami*, Bratislava, Iris, 1994, p. 98.

18. Selon le *Wall Street Journal Central European Economic Review*, des estimations cumulatives reposant sur dix indicateurs (PIB, prix, stabilité politique, stabilité de la monnaie, privatisation, infrastructure,

En 1995, outre un taux de chômage toujours très élevé (environ 14 p. 100), un autre problème persiste : le manque d'investissements étrangers. Ces derniers sont considérablement moins élevés que dans les autres pays du groupe du Višegrád (Pologne, Hongrie et République tchèque). Il est évident que l'instabilité politique n'encourage pas la venue des investisseurs.

Le gouvernement de Mečiar a été critiqué à plusieurs reprises pour ses tendances étatistes centralisatrices et pour sa politique de privatisation. Les critiques se sont intensifiées après les élections de l'automne 1994 – Mečiar revenait alors au pouvoir pour la troisième fois – car le processus de privatisation échappait au contrôle public. Mečiar avait promis une seconde vague de privatisation par coupons, mais elle a été abolie. La part des biens qui devait être privatisée fut assignée à des acheteurs choisis, fidèles aux dirigeants en place.

Malgré des résultats macro-économiques positifs, le niveau de vie de la population ne s'est pas amélioré, il s'est même détérioré à certains égards. C'est une des raisons pour lesquelles les Slovaques ont une réaction mitigée à propos de l'indépendance. Au cours d'un sondage mené trois mois après la séparation, moins d'un tiers de la population a affirmé que s'il y avait eu un référendum ils auraient voté pour la dissolution. Bien que les répondants aient rejeté la responsabilité du démantèlement sur les Tchèques (61 p. 100 considèrent que l'éclatement est le résultat du refus des Tchèques d'accepter un partenariat équitable), 50 p. 100 de ceux-ci ont déclaré qu'ils auraient voté contre la séparation. La plupart des répondants déplorent que l'État commun ait été dissous sans qu'un référendum ait été organisé. D'autres sondages ont donné des résultats semblables¹⁹.

Ces résultats montrent combien les gens ont été déçus de voir que Mečiar n'avait pas tenu les promesses populistes qu'il avait faites avant les élections de 1992. La Slovaquie n'a pas réussi à créer

productivité, environnement juridique, commerce, ressources naturelles) permettent de classer la Slovaquie en cinquième position sur 25 pays. Voir «Střední a východní Evropa - rok 2000» [L'Europe centrale et l'Europe de l'Est en l'an 2000], *Lidové Noviny*, 13 février 1995.

19. Voir Zora Bútorová, Martin Bútor, Ivan Dianiška, Mario Dobrovodský, Pavol Frič, Olga Gyarfášová, Tatiana Rosová et Iveta Radičová, *Current Problems of Slovakia after the Split of Czechoslovakia - mars 1993*, Bratislava, C.S.A., 1993. Voir aussi Zora Bútorová, Martin Bútor, Ivan Dianiška, Mario Dobrovodský, Olga Gyarfášová, Vladimír Krivý, Tatiana Rosová et Iveta Radičová, *Current Problems of Slovakia - mai 1994*, Bratislava, Focus, 1994.

un climat économique plus «souple». Au lieu de cela, on a poursuivi la politique économique restrictive du gouvernement fédéral destitué, celle-là même qui avait fait l'objet de critiques virulentes de la part de Mečiar ainsi que d'autres politiciens slovaques quand la Tchécoslovaquie existait encore. Le chômage n'a pas baissé, il a fallu se serrer encore davantage la ceinture et le système de santé a traversé une crise. De toute évidence, ces épreuves de la vie quotidienne, et bien d'autres encore, n'ont pas soulevé l'enthousiasme populaire.

La politique étrangère : à l'orée de la «zone d'ombre»

Après les élections de 1992, certains ont mentionné la neutralité de la Slovaquie et ont même évoqué la possibilité, pour le nouvel État, de se tourner vers l'Est s'il avait des difficultés à l'Ouest. Cependant, en 1993, ces idées ont progressivement disparu du discours des hauts représentants politiques. En 1993-1994, toutes les forces politiques pertinentes en sont arrivés à un consensus, non seulement sur la question de l'indispensable intégration de la Slovaquie à l'Union européenne (UE), mais aussi à propos de l'association du pays à l'OTAN. La Slovaquie est un membre associé de l'UE depuis le printemps 1995. Au début de l'été, elle a fait une demande officielle auprès des autorités européennes pour être membre de l'Union.

Le renforcement de l'ouverture vers l'Ouest de la politique officielle a trouvé un écho dans l'opinion publique. Vers la fin de 1993, le soutien pour le rapprochement avec l'UE et l'OTAN était aussi fort en Slovaquie qu'en République tchèque. Une position pro-occidentale trouvait petit à petit des adeptes, même dans les médias.

Pourtant, si la Slovaquie est officiellement pro-occidentale et si elle est située, d'après des auteurs tels que Samuel Huntington et Henry Kissinger, dans la zone occidentale, l'électorat, quant à lui, avait continuellement voté pour des politiciens qui avaient une vision de la démocratie fort distincte de celle de l'Ouest. La Slovaquie a toujours eu des difficultés à montrer que son intérêt pour des choix politiques, économiques et spirituels conformes aux normes des démocraties européennes était cohérent, durable et définitif.

Une démocratie fragile

Depuis l'éclatement de la fédération, on remarque en Slovaquie un débat public particulièrement intense sur des principes politiques contradictoires : loi de la majorité pure et dure vs participation, régime autoritaire vs démocratie. Bien que le pluralisme

politique ait été sauvegardé (il existe de nombreux partis et les institutions parlementaires sont en place), le Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS), qui dirige le pays, et ses représentants dans les hautes sphères politiques ont montré peu d'aptitude à collaborer et à chercher un consensus. Au lieu de cela, ils affichent insolemment leur majorité, provoquant des confrontations avec les minorités, qu'elles soient politiques ou ethniques.

Bien que la Constitution de la République slovaque proclame son appui à une démocratie pluraliste et à la primauté du droit, elle inclut des dispositions contradictoires et souffre de certaines ambiguïtés spécifiques, particulièrement en ce qui concerne les «freins et contrepoids» et la division du pouvoir. Par surcroît, il y a un problème encore plus sérieux, qui est l'absence d'une tradition incitant à respecter la Constitution : on n'observe ni conscience juridique, ni culture constitutionnaliste²⁰.

Les hauts représentants du HZDS, aidés du Parti national slovaque (SNS), ont lancé une forte campagne politique contre l'opposition, considérée comme anti-slovaque et antinationale. Ils ont introduit une distinction entre les «vrais Slovaques» et les ennemis internes de l'État. Ils ont sommé les journalistes de réduire leurs critiques dans l'intérêt de l'unité nationale et du nouvel État.

Cependant, la majorité des journalistes n'en ont pas tenu compte. Ils ont préféré leur rôle de chien de garde, acquis après novembre 1989. Ils ont d'ailleurs été appuyés par différents groupes professionnels et sociaux (professionnels de la santé, professeurs, parents d'élèves, représentants du milieu universitaire) qui ont proposé une mobilisation collective pour défendre leurs intérêts particuliers contre les décisions politiques injustes et antidémocratiques. Les protestations des représentants de la minorité hongroise, en particulier, ne sont pas passées inaperçues. Ceux-ci ont critiqué le manque d'empressement du HZDS à tenir ses promesses concernant les droits des minorités, qu'il avait faites avant que la Slovaquie ne soit acceptée au Conseil de l'Europe²¹.

Le style provocateur de Mečiar, toujours à la recherche d'un ennemi, et son refus de collaborer ont régulièrement mené à des

20. Voir *Constitutionalism in East Central Europe. Discussions in Warsaw, Budapest, Prague, Bratislava*, Bratislava, Czechoslovak Committee of the European Cultural Foundation, 1994.

21. La critique concernait deux lois sur les droits des minorités : la loi sur les panneaux de circulation bilingues et la loi sur les noms et prénoms écrits dans la langue d'origine. Ces deux lois furent votées après que le Cabinet de Mečiar eut laissé sa place au gouvernement de Moravčík.

impasses. Cela a même conduit à deux scissions au sein du HZDS. Le Parlement s'est souvent montré réticent à approuver sans discussion les décisions d'un seul parti et d'un seul homme. De plus, il est devenu évident que les relations entre le premier ministre et le président de la Slovaquie continuaient à se détériorer.

Un an après l'indépendance, Mečiar a perdu la majorité parlementaire, et en mars 1994, il a été destitué par le Parlement. Il y a eu formation d'un nouveau gouvernement constitué d'une large coalition regroupant l'Union démocratique (créée principalement par les transfuges du HZDS), le SDL (Parti de la gauche démocratique) et le KDH (Mouvement démocrate-chrétien). Cette coalition a reçu l'appui des représentants de la minorité hongroise (Coexistence et Mouvement chrétien-démocrate hongrois). Peu après, le Parlement annonçait des élections anticipées pour l'automne 1994.

Malgré les différentes idéologies des partenaires de la coalition, le nouveau cabinet a réussi à gagner, relativement rapidement, le respect de la communauté internationale et à calmer la situation intérieure. Cela, grâce à sa politique de négociation et de recherche du consensus ainsi qu'à son approche conciliante à l'égard de la communauté hongroise. De plus, le cabinet a pris plusieurs dispositions pour accélérer la privatisation.

Cependant, l'opinion populaire est encore affectée par les problèmes sociaux et économiques quotidiens. Le soutien en faveur de l'économie de marché n'a pas augmenté, trop de gens conservant de grandes attentes à l'égard de l'interventionnisme d'État. La nostalgie pour la période précédant novembre 1989 est restée très forte, et les gens sont en général favorables aux solutions énergiques. Toutefois, les Slovaques n'ont pas eu assez de temps pour s'adapter aux nouvelles valeurs et orientations politiques.

Les élections anticipées de 1994

Avant les élections anticipées de 1994, l'opinion publique était particulièrement divisée. Le clivage le plus important n'était pas entre la gauche et la droite, mais entre les partis qui étaient en faveur de la démocratie et ceux qui prônaient l'autoritarisme, le social-populisme et le social-nationalisme. Les premiers furent qualifiés dans la presse de «réguliers», les seconds, «d'irréguliers».

Les éléments du premier groupe étaient plus ou moins comparables à ceux présents sur l'arène politique des démocraties européennes avancées. Il comprenait le Choix commun (une nouvelle coalition de gauche ayant des ambitions social-démocrates et regroupant le SDL, le Parti social-démocrate de Slovaquie, le Parti des

verts de Slovaquie et le Mouvement des cultivateurs de Slovaquie), l'Union démocratique, un parti du centre affichant des idées libérales, le KDH et le Parti démocratique rassemblant des conservateurs de droite, ainsi que deux des partis de la coalition hongroise : le Parti civique hongrois, à tendance libérale, et le Mouvement démocrate-chrétien hongrois, conservateur. Comme le troisième parti de la minorité hongroise, Coexistence, tendait à accorder trop d'importance aux problèmes ethniques, il ne faisait pas partie de ce groupe à part entière.

Le second groupe n'avait pas de partenaires déclarés parmi les membres de l'Union européenne. Il était représenté par le HZDS, le SNS – un parti nationaliste radical – et l'Association des travailleurs de Slovaquie (ATS), qui se caractérisait par des tendances antiréformistes de gauche.

Tableau 2 : Élections au Conseil national de la République slovaque (les 30 septembre et 1^{er} octobre 1994)

	Voix (%)	Sièges
Mouvement pour une Slovaquie démocratique	35,0	61
Choix commun	10,4	18
Coalition hongroise	10,2	17
Mouvement démocrate-chrétien	10,1	17
Union démocratique	8,6	15
Association des travailleurs de Slovaquie	7,3	13
Parti national slovaque	5,4	9
Parti démocratique	3,4	0

Comme le montre le tableau 2, le premier groupe, c'est-à-dire les partis qui soutenaient le gouvernement de Moravčík, a été défait aux élections. Bien que Mečiar n'ait pas atteint son objectif d'obtenir la majorité constitutionnelle au Parlement pour pouvoir former un gouvernement à parti unique, le succès inattendu du HZDS et les scores de l'ATS et du SNS rendirent son retour possible²².

22. Pour une analyse détaillée, voir Soňa Szomolányi et Grigorij Mesežnikov (dir.), *Slovakia: Parliamentary Elections 1994. Causes -*

Ainsi les élections ont enclenché un nouveau cycle dans la vie politique en Slovaquie après 1989. Plus de 75 p. 100 de ceux qui ont exercé leur droit de vote n'ont opté pour aucune des solutions choisies par leurs voisins du groupe du Višegrád.

Tout d'abord, les résultats des élections n'ont pas rapproché les échiquiers politiques tchèques et slovaques par une victoire des partis conservateurs. Les conservateurs slovaques ont été incapables de régler leurs différends et de s'entendre sur des mesures à prendre conjointement. Ainsi, le Parti démocratique s'est retrouvé devant la porte close du parlement avec sa liste de candidats du Parti des entrepreneurs et des directeurs de petites entreprises. Le KDH, qui avait pour candidats des politiciens de la Conférence permanente de l'Institut civique (les cerveaux de l'ancien PCV), n'a enregistré qu'une légère augmentation par rapport aux élections de 1992. Les voix obtenues par l'Union démocratique n'ont pas été suffisantes pour influencer sensiblement la répartition générale du pouvoir après les élections.

Ensuite, les électeurs slovaques n'ont pas opté pour le chemin qui les aurait rapprochés de la Pologne et de la Hongrie où ce sont les partis de la gauche qui ont pris l'initiative des transformations, s'efforçant d'acquérir un caractère social-démocrate. Au contraire, le Choix commun a été vaincu, et ce fut sans doute la plus grande surprise des élections. Paradoxalement, on peut expliquer cela par le fait que le SDL a sérieusement essayé d'adapter sa politique active à son orientation social-démocrate. Et une partie de ses partisans a été davantage attirée par le populisme nationaliste social du HZDS et par la démagogie sociale de la nouvelle ATS.

La lutte pour le pouvoir et ses réponses

Mečiar, de retour au pouvoir, a créé une alliance parlementaire composée de nationalistes radicaux et d'antiréformistes de gauche. Cette alliance met en présence dans l'arène politique plusieurs tendances autoritaires qui incluent tout à la fois le populisme nationaliste traditionnel d'avant-guerre et le collectivisme socialiste d'après-guerre.

Même si le HZDS, le SNS et l'ATS ne représentent à eux trois que 36 p. 100 de la population slovaque adulte, les députés des «83» commencèrent à exercer crûment la loi de la majorité suivant le

principe que «le gagnant a tous les droits»²³). Théoriquement, leurs décisions devaient converger vers un renforcement du pouvoir politique de l'administration de Mečiar. Ainsi, ils ont licencié les directeurs de la radio et de la télévision slovaques, congédié des membres des Conseils de la télédiffusion et de la radiodiffusion et nommé, à leur place, uniquement des personnes dévouées au nouveau gouvernement. Le résultat, c'est que le journal télévisé ressemble à une tribune partisane de la coalition en place et sert de porte-voix au gouvernement.

Le Parlement a changé les règles de la privatisation et est parti en guerre contre les fonds d'investissement privés indépendants. La privatisation par coupons a été entièrement supprimée. La direction du Fonds des biens nationaux, le principal organisme de privatisation, est passée aux mains de personnes fidèles aux nouveaux dirigeants. Le procureur général et le président du Bureau d'inspection suprême ont été démis de leurs fonctions. L'opposition a violemment critiqué non seulement le retrait forcé du chef des Services secrets, mais aussi le fait que ce secteur ne bénéficiait plus de l'impartialité du système législatif.

On a mis sur pied des commissions d'enquête parlementaire. L'une d'elles dut étudier le contexte qui avait permis à l'Union démocratique de se présenter aux élections. Puisqu'elle revenait sur la décision de la Cour constitutionnelle, la commission remit en question le mandat des députés de l'Union démocratique. Une autre commission fut chargée d'examiner les circonstances entourant la destitution du gouvernement de Mečiar en mars 1994. Le HZDS a exprimé à maintes reprises ses soupçons au sujet de l'existence d'une conspiration anti-slovaque soutenue de l'étranger et à laquelle le président Kováč aurait censément participé.

Les «83» ont retiré des responsabilités du président toutes les compétences pour lesquelles la majorité constitutionnelle n'était pas nécessaire (c'est-à-dire 90 voix sur 150). Mečiar a aussi critiqué la Cour constitutionnelle et l'a qualifiée d'«élément malsain de l'échiquier politique».

Depuis les élections, le HZDS cherche à étendre son pouvoir sur le plus grand nombre de secteurs possible. Après avoir obtenu le

23. La mention «83» vient du nombre de députés pour les partis gouvernementaux. Accusés d'installer une «tyrannie de la majorité» allant à l'encontre des règles démocratiques et interprétant arbitrairement la Constitution, Mečiar et son gouvernement prirent l'habitude de répondre qu'ils fonctionnaient d'une façon semblable à celle de la majorité républicaine dans le nouveau Congrès américain.

contrôle des médias électroniques, il tente d'influencer la presse, par des moyens économiques principalement, mais aussi par la censure; il a l'intention de faire appliquer une loi spéciale sur la protection de la république. Comme après juin 1992, le HZDS mobilise toutes les énergies pour s'introduire sur la scène publique et amener les gens et les institutions à se soumettre entièrement à l'État. Les «nettoyages» en série rétablissent un climat de peur et contraignent à l'obéissance. Cela risque de vider les institutions respectueuses des lois de leur composante démocratique et, en même temps, d'éroder graduellement la démocratie elle-même.

Un chapitre de la Constitution présente la politique du gouvernement à l'égard de la minorité hongroise. Après les élections, le changement de personnel au sein des ministères de l'Éducation et de la Culture a provoqué des affrontements dans ces domaines. L'Occident est particulièrement sensible à ces questions, car la Slovaquie et la Hongrie souhaitent être officiellement partenaires sur les plans de l'intégration et de la coopération en matière de sécurité. Un grand pas a été fait lorsque les deux premiers ministres, Mečiar et Horn, ont signé le traité slovaco-hongrois en mars 1995. Cependant, cet accord extérieur devrait coïncider avec le rétablissement de la paix avec la minorité hongroise à l'intérieur du pays. Celle-ci voit avec crainte certaines dispositions du manifeste du gouvernement ainsi que certaines orientations gouvernementales. Parmi les points délicats, il y a les nouveaux arrangements administratifs et territoriaux de l'État, l'adoption d'une loi sur la langue officielle et l'introduction de l'éducation scolaire bilingue non traditionnelle. Bien que le gouvernement refuse de l'admettre, la minorité hongroise craint que l'éducation non traditionnelle lui soit imposée par les autorités. Elle a déjà fait savoir qu'elle était prête à la «désobéissance civile».

Au même moment, les représentants politiques de la minorité hongroise ont formulé des revendications concernant leur autonomie. Celles-ci ont non seulement été très mal reçues du côté slovaque, tant par la population que par les hommes politiques, mais elles n'ont pas non plus soulevé un grand enthousiasme auprès des personnalités de l'UE. La seule solution est de procéder par étapes, mais, pour cela, il faudrait que tous les acteurs partagent une même volonté politique.

Il est encore possible d'espérer que les tendances autoritaires ne seront pas très populaires. En effet, il ne sera pas facile de limiter la liberté de l'enseignement, en particulier de retirer aux universités leur relative indépendance. Les tentatives du gouvernement d'élargir sa mainmise vont se heurter aux groupes d'intérêt et aux organismes

tels que les cabinets professionnels qui, entre temps, ont déjà pris position à l'égard de l'État et sont prêts à prendre en charge certaines responsabilités qui sont présentement exercées par l'État. En Slovaquie, la démocratie représentative ne dépend pas uniquement du Parlement : la conscience populaire, stimulée par des associations de professionnels et des groupes d'intérêt, s'est réveillée, et on ne peut plus la manipuler en utilisant les mêmes formules que dans les années 1970 ou 1980. De plus, les résultats des élections locales de novembre 1994 indiquent un échec pour le HZDS et une sorte de «réhabilitation» des forces qui avaient été vaincues aux élections législatives.

La répartition des pouvoirs, quoique fragile, existe encore. Il y a l'Institut du président et la Cour constitutionnelle. L'opposition au Parlement, même si elle a été battue dans plusieurs scrutins, est articulée politiquement et elle offrira une résistance lorsque le pouvoir tentera de revenir au système politique d'avant novembre 1989. Dans la mouvance des pressions populaires, l'opposition a intensifié ses activités à l'échelle du pays en organisant des centaines de réunions et de groupes de discussions pour montrer son refus de l'autoritarisme. D'après les sondages effectués pendant la première moitié de l'année qui a suivi les élections, la majorité de la population n'approuve pas la politique du HZDS. Les gens font moins confiance à Mečiar et son gouvernement qu'au président et à la Cour constitutionnelle. Cependant, un problème majeur persiste : il faut retrouver un moyen d'accélérer l'acceptation par les citoyens de valeurs telles que la démocratie, la tolérance et l'économie de marché. Sans ce changement de valeurs, de nouvelles élections risqueraient de reproduire les résultats obtenus aux dernières élections, et l'on se retrouverait face au cercle vicieux de l'instabilité politique.

Aujourd'hui, il est évident que la Slovaquie est une démocratie fragile, caractérisée par une grande vulnérabilité aux facteurs subjectifs et aléatoires, par l'exercice d'un pouvoir *ad hoc* et *ad hominem*, par les violations de la Constitution, par l'incapacité de parvenir à des consensus fondamentaux entre les partis, les groupes d'intérêt et les différentes ethnies. Certains observateurs parlent déjà d'une «argentisation» de la vie politique²⁴. Une telle situation représente un réel danger pour l'intégration macrosociétale : il semble qu'il soit impossible pour la Slovaquie, dans l'état actuel des choses, d'espérer obtenir un «consensus démocratique organisé et

24. Philippe C. Schmitter, «Democratic Dangers and Dilemmas», *Journal of Democracy*, no 5, avril 1994, p. 57-74.

institutionnalisés». Les divisions internes de cette société polarisée constituent un obstacle à un tel consensus.

À cause de ces divisions, la société slovaque n'a pas su se doter d'une cohésion sociale fondée sur des principes démocratiques. L'absence de vision unificatrice et de liens sociaux permettant l'intégration sont une menace pour le nouvel État qui est censé susciter le désir d'appartenance de tous ses citoyens. Ainsi, le «patriotisme constitutionnel» défini par Jürgen Habermas semble être un objectif à long, et même très long terme.

L'ordre de priorité des changements : un modèle privilégiant l'économie?

Ces trente dernières années, les prétendus avantages des régimes autoritaires se sont manifestés de façon contradictoire selon les réformes économiques et les tentatives pour obtenir une croissance de l'économie. Plusieurs politologues restent sceptiques au sujet de la démocratie et vantent les vertus de la formule «la réforme économique d'abord». Autant d'autres spécialistes des questions politiques avancent qu'en dehors des cas exceptionnels de Taïwan, de la Corée du Sud ou du Chili, il y a aussi des exemples où les solutions autoritaires ont eu des conséquences économiques douteuses et même désastreuses : de l'Argentine en passant par le Pérou, le Brésil, de Haïti aux Philippines et de la Birmanie à l'Ouganda ou encore en Zambie et au Zaïre, sans oublier l'inefficacité économique des institutions autoritaires de l'Europe du Sud et les infructueuses tentatives de réformes économiques en Pologne et en Hongrie avant 1989²⁵.

Quand elle faisait partie de la Tchécoslovaquie, la Slovaquie a subi une réforme économique radicale qui a entraîné une stabilisation macro-économique, une libéralisation micro-économique et une profonde restructuration des institutions, y compris la privatisation. Après janvier 1993, ces tendances se sont maintenues, comme en République tchèque d'ailleurs. En même temps, contrairement aux

25. «La réussite d'une réforme économique dépendrait donc d'un régime autoritaire isolé à l'intérieur, mais qui accepte des influences de l'extérieur. C'est ce paradoxe qui met en évidence la base du problème des thèses proautoritaristes. En général, les régimes autoritaires ont des ambitions et un accès à l'information plus limités que les régimes démocratiques.» Voir José María Maravall, «The Myth of the Authoritarian Advantage», *Journal of Democracy*, vol. 5, no 4, octobre 1994, p. 18.

Tchèques, pour qui le progrès économique est associé à des processus démocratiques relativement stables, le nouvel État slovaque est miné par une instabilité politique. L'élite dirigeante perpétue des comportements anticonstitutionnels, autocratiques et dictés par la loi de la majorité. Dans la période qui va suivre, la Slovaquie sera dans l'obligation de déterminer, parmi ses traditions politiques, celles qui devront subsister. Il est possible que l'expérience actuelle d'un autoritarisme antidémocratique jumelé au capitalisme économique puisse durer plusieurs années, mais il y a aussi une possibilité d'échec à la fois sur le plan politique (ce qui inclut l'approfondissement des clivages ethniques) et sur le plan économique. Enfin, cela peut aussi déboucher sur des élections anticipées dont les résultats sont douteux.

Conclusion

Après les élections anticipées de l'automne 1994, en fait les premières élections libres de la République slovaque indépendante, le nombre de critiques venant de la République tchèque a diminué. Voyant les victoires successives de Mečiar, les Tchèques ont finalement accepté, après coup, le divorce de velours. Les médias tchèques et slovaques ont remarqué, ironiquement, que le vrai vainqueur des élections anticipées en Slovaquie était Klaus, le partenaire de Mečiar lors du démantèlement de la Tchécoslovaquie, et l'homme du «miracle économique tchèque».

En Slovaquie, malgré tous les problèmes qui ont été mentionnés, pas un seul parti politique n'a proposé la réunification. L'origine du combat politique n'était pas, et n'est toujours pas, l'existence de l'État comme tel, mais les caractéristiques de cet État, c'est-à-dire son aptitude à poursuivre la transition vers l'économie de marché et, ce qui est plus important encore, vers la démocratie. Le destin de la Slovaquie est maintenant entre les mains des Slovaques : ce sont eux qui devront s'adapter progressivement pour devenir véritablement des citoyens de leur pays.

La réunification des républiques tchèque et slovaque serait concevable dans la mesure où leur situation internationale et les tensions avec leurs voisins s'envenimeraient. Il est inutile de dire que cette hypothèse n'est pas souhaitable. De toute façon, elle est pour l'instant improbable. La solution idéale est celle du rapprochement des deux États dans une Europe en voie d'intégration.